

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 19 FÉVRIER 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/90		
AVENANT N°2 A LA PROMESSE DE VENTE CONSENTIE A LA SOCIETE GANPI FONCIERE DE PROVENCE - IMMEUBLES SITUES A TOULON RUES LAINDET LALONDE, FELIX BRUN ET AVENUE DE BESAGNE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/90

BUREAU DU 19 FÉVRIER 2024

**O B J E T : AVENANT N°2 A LA PROMESSE DE VENTE
CONSENTIE A LA SOCIETE GANPI FONCIERE DE
PROVENCE - IMMEUBLES SITUES A TOULON RUES
LAINDET LALONDE, FELIX BRUN ET AVENUE DE
BESAGNE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 en date du 4 mai 2023
portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/078 en date du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au Bureau,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°22/372 du 27 juin 2022 autorisant la vente par la Métropole Toulon Provence Méditerranée au profit de la Société GANPI, groupe « Foncière de Provence », d'immeubles bâtis situés à TOULON (83000) rues Laindet Lalonde, Félix Brun et avenue de Besagne cadastrés section CL numéros 0246, 0247, 0248, 0249, 0250, 0251, 0252, 0253, 0254 et 0442, au prix de cent dix mille euros (110.000,00 €),

VU la promesse de vente par la Métropole Toulon Provence Méditerranée au profit de la société GANPI signée le 6 octobre 2022,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°23/42 du 6 février 2023 autorisant la signature d'un premier avenant, afin de proroger la durée de validité de la promesse de vente jusqu'au 6 février 2024,

VU l'avenant n° 1 régularisé aux termes d'un acte en date du 2 mars 2023,

VU l'arrêté délivré par Madame le Maire de la Commune de TOULON sous le numéro PC 083 137 23 C0077, le 2 janvier 2024, accordant à la Société GANPI le permis de construire pour le projet envisagé,

CONSIDERANT que la promesse de vente signée le 6 octobre 2022 prévoyait la réalisation de la vente définitive sous la condition suspensive de l'obtention d'un arrêté de permis de construire, valant démolition, exprès et définitif, purgé de tout recours, tout retrait, et déféré préfectoral,

CONSIDERANT que le délai durant lequel ces recours, retrait, ou déféré préfectoral sont possibles est de quatre mois,

CONSIDERANT que la levée de cette condition suspensive nécessite de proroger la durée de validité de la promesse de vente jusqu'au 6 mai 2024 soit de 3 mois, par la signature d'un avenant n°2,

CONSIDERANT que la signature de cet avenant n° 2 n'entraîne aucun changement des autres conditions figurant dans la promesse de vente initiale,

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 2 à la promesse de vente du 6 octobre 2022,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ACCEPTER la prorogation du délai de validité de la promesse de vente au profit de la société GANPI, initialement fixé au 6 février 2024, jusqu'au 6 mai 2024 afin de purger les délais de recours, retrait, ou déféré préfectoral ouverts sur l'arrêté de permis de construire PC 083 137 23 C0077, délivré le 2 janvier 2024,

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer l'avenant n° 2 à la promesse de vente signée le 6 octobre 2022, ainsi que tous les documents annexes nécessaires

ARTICLE 4

DE DESIGNER Maître Gabriel ROQUEBERT, notaire associé à Ollioules en vue de la rédaction de l'avenant n° 2 dès lors que la prorogation de la promesse de vente porte son délai à une durée supérieure à dix-huit mois.

ARTICLE 5

DE DIRE que tous les autres termes, conditions et articles de la promesse de vente demeurent inchangés et que cette décision est sans incidence financière.

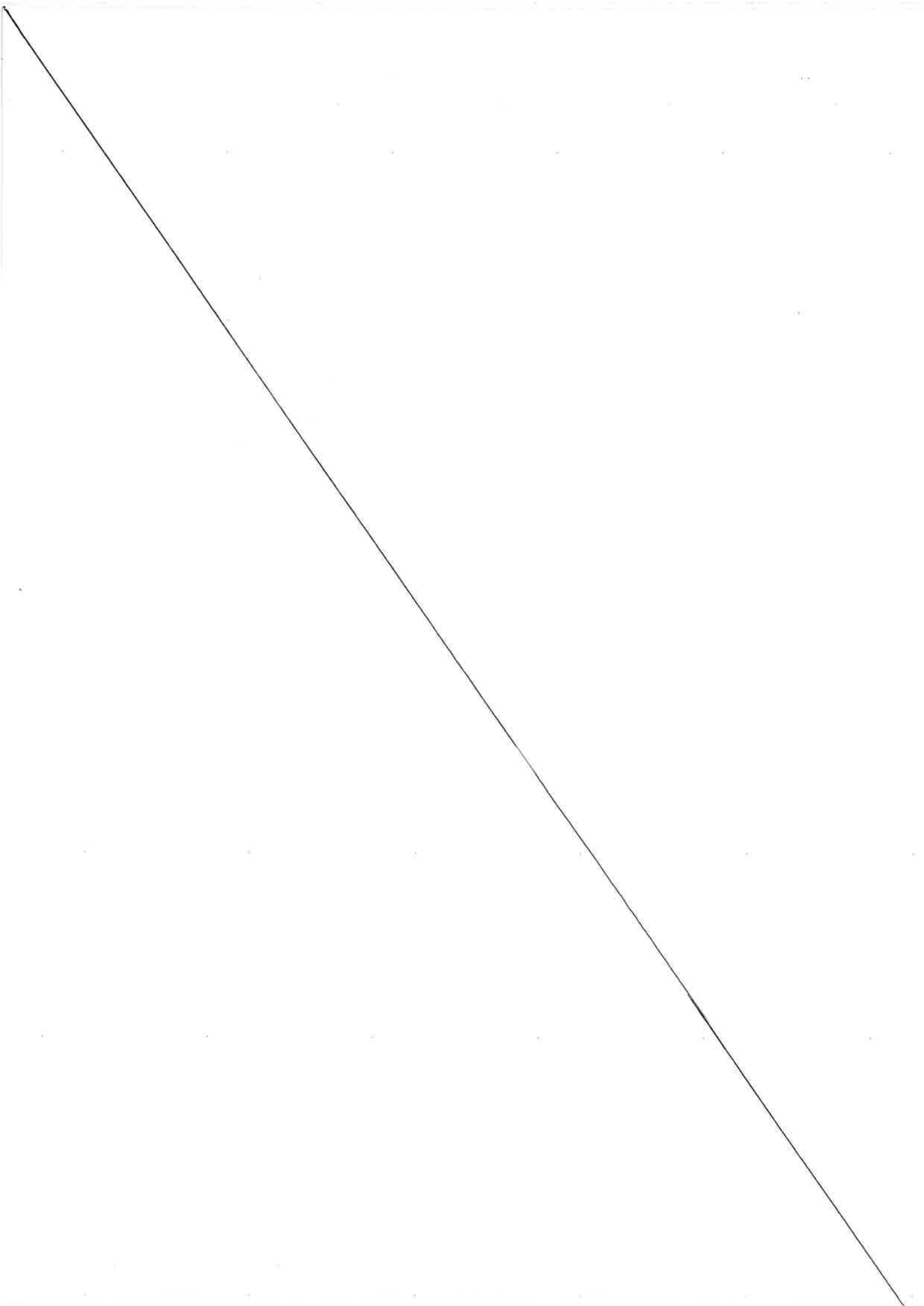
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 février 2024

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0





L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE,
LE
A TOULON (Var), Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, pour
le PROMETTANT,
A OLLIOULES (Var), au siège de l'Office Notarial ci-après nommé, pour
le BENEFICIAIRE,
Maître Gabriel ROQUEBERT, Notaire Associé membre de la Société
Civile Professionnelle dénommée "ROQUEBERT-MASSIANI et ASSOCIES",
titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à OLLIOULES, Métropole TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE (Var), Le Concorde, rue de la Baume,

A reçu le présent acte à la requête des parties ci-après identifiées :

IDENTIFICATION DES PARTIES

La Métropole dénommée **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**,
Etablissement public de coopération intercommunale dont le siège est à TOULON
(83000), 107 boulevard Henri Fabre CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro
248 300 543.

Est représentée à l'acte par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des
Services, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs
consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole, aux termes
d'un arrêté n° 23/49 affiché à l'Hôtel de la Métropole le 11 mai 2023 et notifié à
Monsieur le Préfet du Var le 11 mai 2023.

Le représentant de la Métropole déclare que ledit arrêté n'a fait l'objet d'aucun
recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE, Maire de HYERES (Var), lui-même spécialement
autorisé à réaliser la présente opération aux termes des délibérations du Conseil
Métropolitain n° 23/05/075 du 4 mai 2023 et n° 23/05/078 du 4 mai 2023.

Il est ici rappelé que la présente opération avait été autorisée aux termes
d'une décision du bureau métropolitain en date du 27 juin 2022 numéro 22/372
télétransmise à la Préfecture du Var le 30 juin 2022, dont la copie est ci-annexée.

Le représentant de la Métropole déclare :
- que les délibérations et la décision ont été publiées sous forme
d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que l'article L 2121-25 du
Code général des collectivités territoriales le prévoit,



Roquebert - Massiani
NOTAIRES - OLLIOULES

• que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales s'est écoulé sans qu'il y ait eu notification d'un recours devant le tribunal administratif pour acte contraire à la légalité.

• qu'il n'a reçu, à ce jour, aucune notification de recours devant le Tribunal Administratif.

• qu'aucun recours gracieux, ni contentieux, n'a été notifié à la Métropole à la date des présentes.

Ci-après dénommée « le PROMETTANT »

ET

BENEFICIAIRE

La Société dénommée **GA NPI**, Société à responsabilité limitée dont le siège est à **MARSEILLE 8ÈME ARRONDISSEMENT (13008)**, 306 rue Paradis, identifiée au SIREN sous le numéro 845 260 082 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de **MARSEILLE**.

Ici représentée par [• •]

Ci-après dénommée « le BENEFICIAIRE »

EXPOSE

Les parties ont conclu une promesse de vente le 6 octobre 2022 portant sur les biens dont la désignation suit, moyennant le prix de **CENT DIX MILLE EUROS (110.000,00 EUR)**.

IDENTIFICATION DU BIEN

DESIGNATION

Bien article un

DESIGNATION

A TOULON (VAR) (83000) 4 Rue Felix Brun,

Un immeuble bâti élevé de quatre niveaux

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CL	246	4 RUE FELIX BRUN	00 ha 00 a 46 ca

Tel que le BIEN existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Bien article deux

DESIGNATION

Dans un ENSEMBLE IMMOBILIER situé à **TOULON (VAR) (83000), 6 Rue Felix Brun :**

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CL	247	6 RUE FELIX BRUN	00 ha 00 a 34 ca

Le(s) lot(s) de copropriété suivant(s) :

Lot numéro un (1)

La totalité du sous-sol à usage de cave

Et la quote part indéterminée de la propriété du sol et des parties communes générales



Roquebert - Massiani
NOTAIRES - COLLABORATEURS

Lot numéro deux (2)

La totalité du rez-de-chaussée à usage d'entrepôt
Et la quote part indéterminée de la propriété du sol et des parties communes générales

Lot numéro trois (3)

Un appartement occupant la totalité du premier étage, composé d'une pièce avec alcôve
Et la quote part indéterminée de la propriété du sol et des parties communes générales

Lot numéro quatre (4)

Un appartement occupant la totalité du premier étage, composé d'une pièce avec alcôve
Et la quote part indéterminée de la propriété du sol et des parties communes générales

Lot numéro cinq (5)

La propriété exclusive et particulière d'un appartement occupant la totalité du troisième étage, comprenant deux pièces, salle d'eau, WC
Et la quote part indéterminée de la propriété du sol et des parties communes générales

Lot numéro six (6)

La propriété exclusive et particulière appartement occupant la totalité du quatrième étage, comprenant deux pièces WC et grenier auquel on accède par l'appartement

Et la quote part indéterminée de la propriété du sol et des parties communes générales

Tel que le BIEN existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Bien article trois**DESIGNATION**

Dans un ENSEMBLE IMMOBILIER situé à **TOULON (VAR) (83000)**, 7 Avenue de Besagne :

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CL	248	7 AVENUE DE BESAGNE	00 ha 00 a 42 ca

Le(s) lot(s) de copropriété suivant(s) :**Lot numéro un (1)**

Un appartement sis au troisième étage de l'immeuble comprenant une pièce avec alcôve, d'une superficie de 26,88m², dans un état de délabrement total.

Et les vingt centièmes (20 /100 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro deux (2)

Un local commercial au rez-de-chaussée

Une cave au sous-sol

Et les vingt-deux centièmes (22 /100 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois (3)

Un appartement occupant la totalité du premier étage, composé d'une pièce avec alcôve.



Roquebert - Massiani
AGENTS - COURSEURS

Et les vingt centièmes (20 /100 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro quatre (4)

Un appartement occupant la totalité du deuxième étage, composé d'une pièce principale et une alcôve

Et les vingt centièmes (20 /100 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro cinq (5)

Un appartement mansardé occupant la totalité du quatrième étage, composé d'une pièce et une alcôve mansardées.

Et les dix-sept centièmes (17 /100 èmes) des parties communes générales.

Tel que le BIEN existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Bien article quatre

DESIGNATION

A TOULON (VAR) (83000) 7 Bis Avenue de Besagne et 8 rue Félix Brun,

Un immeuble élevé sur caves d'un rez-de-chaussée à usage commercial et de quatre étages à usage d'habitation avec mansardes au-dessus, comprenant:

- Au rez-de-chaussée: une remise ayant son accès par le 8 Rue Félix Brun, et un logement ayant son entrée 7 bis Avenue de Besagne
- Au premier étage: deux appartements
- Au deuxième étage: deux appartements
- Au troisième étage: deux studios
- Au quatrième étage : deux studios
- Au cinquième étage: un studio

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CL	249	7B AVENUE DE BESAGNE	00 ha 00 a 72 ca

Tel que le BIEN existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Bien article cinq

DESIGNATION

A TOULON (VAR) (83000) 9 Avenue de Besagne,

Un immeuble bâti élevé sur cave et rez-de-chaussée, de cinq étages

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CL	250	9AVENUE DE BESAGNE	00 ha 00 a 35 ca

Tel que le BIEN existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Bien article six

DESIGNATION

A TOULON (VAR) (83000) 10 Rue Felix Brun,

Une maison à usage d'habitation élevée sur sous-sol à usage de cave, d'un rez-de-chaussée, de quatre étages et d'un cinquième étage mansardé et terrasse au-dessus, comprenant:

- au rez-de-chaussée: un entrepôt
- A chacun des premier, deuxième, troisième et quatrième étages un appartement composé d'une grande pièce, une cuisine et un vestibule.
- Au cinquième étage: un appartement mansardé.

Figurant ainsi au cadastre :



Roquebert - Massiani
NOTAIRES - SOLIDAIRES

Section	N°	Lieudit	Surface
CL	251	10 RUE FELIX BRUN	00 ha 00 a 32 ca

Tel que le BIEN existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Bien article sept

DESIGNATION

A TOULON (VAR) (83000) 11 Avenue de Besagne,

Un immeuble élevé sur sous-sol et rez-de-chaussée de cinq étages comprenant:

- Au sous-sol : cave
- Au rez-de-chaussée : deux locaux commerciaux
- A chacun des premiers et quatrièmes étages : trois appartements
- Au deuxième étage : deux appartements et un water-closet
- Au troisième étage : un appartement
- Au cinquième étage : mansarde

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CL	252	11 AVENUE DE BESAGNE	00 ha 00 a 36 ca

Tel que le BIEN existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Bien article huit

DESIGNATION

A TOULON (VAR) (83000) 13 Avenue de Besagne,

Un immeuble à usage d'habitation élevé sur cave d'un rez-de-chaussée, de quatre étages, mansardes au-dessus, comprenant:

- Au sous-sol : cave,
- Au rez-de-chaussée : un local commercial
- Au premier étage : un appartement de type T1 avec coin cuisine, salle de bains et toilettes
- Au deuxième étage : un appartement de type T2 avec cuisine, salle de bains et toilettes
- Au troisième étage : un appartement de type T2 avec cuisine, salle de bains et toilettes
- Au quatrième étage : un appartement de type T2 avec cuisine, salle de bains et toilettes
- Au cinquième étage : un appartement de type T1 dans les combles.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CL	253	13 AVENUE DE BESAGNE	00 ha 00 a 48 ca

Tel que le BIEN existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Bien article neuf

DESIGNATION

A TOULON (VAR) (83000) 12 Rue Félix Brun,

Un immeuble élevé sur sous-sol et rez-de-chaussée de cinq étages comprenant :

- Au sous-sol: cave
- Au rez-de-chaussée: un entrepôt



Roquebert - Massiani
NOTAIRES COLLABORATEURS

- A chacun des premier, deuxième, troisième et quatrième étage: un appartement
- Au cinquième étage: une pièce mansardée

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CL	254	12 RUE FELIX BRUN	00 ha 00 a 38 ca

Tel que le BIEN existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Bien article dix

DESIGNATION

A TOULON (VAR) (83000) 12 Rue Felix Brun, 18 rue Laindet Lalonde,

Un immeuble élevé sur caves et rez-de-chaussée de quatre étages

comprenant:

- Au rez-de-chaussée: un local à usage commercial
- Quatre étages à usage d'habitation
- Caves

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CL	442	18 RUE LAINET LALONDE	00 ha 00 a 48 ca

Tel que le BIEN existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Ladite promesse a été consentis et acceptée, sous diverses conditions non rappelées aux termes des présentes et notamment sous celles-ci-après littéralement retranscrites, savoir :

« Obtention d'un permis de construire

Règles générales :

La réalisation des présentes est soumise à l'obtention par le BENEFCIAIRE d'un arrêté de permis de construire, valant démolition, exprès et définitif, purgé de tout recours, tout retrait, et déféré préfectoral dans un délai de **DOUZE (12) MOIS** à compter des présentes pour la réalisation sur le BIEN de l'opération suivante :

Construction d'une résidence d'habitation de 24 unités d'habitation et deux locaux commerciaux dont une halte garderie.

Il est précisé que le BENEFCIAIRE devra, pour se prévaloir de la présente condition suspensive, justifier auprès du PROMETTANT du dépôt d'un dossier complet de demande de permis de construire et ce dans le délai de **quatre (4) mois à compter de ce jour**, au moyen d'un récépissé délivré par l'autorité compétente.

(...)

DELAJ

La promesse de vente est consentie **pour une durée de treize mois à compter des présentes, soit le 6 Novembre 2023.** »

Aux termes d'un avenant sous seings privés en date des 2 et 9 mars 2023, les parties se sont entendues à l'effet de proroger les délais de la promesse initiale de trois (3) mois. Les modifications apportées aux termes dudit avenant sont ci-après retranscrites par extrait :

« Obtention d'un permis de construire

Règles générales :

La réalisation des présentes est soumise à l'obtention par le BENEFCIAIRE d'un arrêté de permis de construire, valant démolition, exprès et définitif, purgé de tout



Roquebert - Massiani
NOTAIRES - CAJOUXES

recours, tout retrait, et déferé préfectoral dans un délai de **QUINZE (15) MOIS** à compter des présentes pour la réalisation sur le BIEN de l'opération suivante :

Construction d'une résidence d'habitation de 24 unités d'habitation et deux locaux commerciaux dont une halte garderie.

Il est précisé que le BENEFCIAIRE devra, pour se prévaloir de la présente condition suspensive, justifier auprès du PROMETTANT du dépôt d'un dossier complet de demande de permis de construire et ce dans le délai de **sept (7) mois à compter de ce jour**, au moyen d'un récépissé délivré par l'autorité compétente.

(...)

DE LAI

La promesse de vente est consentie **pour une durée de seize (16) mois à compter des présentes, soit le 6 Février 2024.** »

Il est ici précisé que la Société GA NPI a obtenu un permis de construire suivant arrêté délivré par le Maire de la Commune de TOULON sous le numéro PC 083 137 23 C0077 le 2 janvier 2024, dont la copie est annexée.

En conséquence, les parties se sont rapprochées afin de proroger les délais prévus à la promesse concernant :

- L'obtention d'un permis de construire définitif, purgé de tout recours, tout retrait, et déferé préfectoral ;
- Le délai de validité de la promesse.

CECI EXPOSE, il est passé à l'avenant ci-après.

AVENANT

Les parties se sont entendues pour apporter les modifications suivantes à la promesse de vente:

« Obtention d'un permis de construire »

Règles générales :

La réalisation des présentes est soumise à l'obtention par le BENEFCIAIRE d'un arrêté de permis de construire, valant démolition, exprès et définitif, purgé de tout recours, tout retrait, et déferé préfectoral dans un délai de **DIX-HUIT (18) MOIS** à compter des présentes pour la réalisation sur le BIEN de l'opération suivante :

Construction d'une résidence d'habitation de 24 unités d'habitation et deux locaux commerciaux dont une halte-garderie.

DE LAI

La promesse de vente est consentie **pour une durée de dix-neuf (19) mois à compter des présentes, soit le 6 mai 2024.** »

Cet avenant n'entraîne aucun autre changement des autres conditions figurant dans l'acte.

Cet accord est antérieur au délai d'expiration de la promesse.

Il est précisé que toute prorogation d'une promesse de vente portant son délai à une durée supérieure à dix-huit mois, doit, à peine de nullité, lorsqu'elle est consentie par une personne physique, être constatée par acte authentique et assortie du versement d'une indemnité d'immobilisation au moins égale à cinq pour cent du prix de vente (articles L 290-1 et L 290-2 du Code de la construction et de l'habitation).

Cette prorogation a lieu sans changement des autres conditions figurant dans l'acte.

ENREGISTREMENT

Droit payé sur état : 125 euros.



Roquebert - Massiani
NOTAIRES DELÉGUES

Commenté [JV1]: Notaire acquéreur : merci de nous transmettre le premier constat d'affichage et le dossier de demande de PC.

Le **BENEFICIAIRE** dispense le notaire soussigné de faire publier l'acte au service de la publicité foncière, se contentant de requérir ultérieurement à cette publication, s'il le juge utile, à ses frais. Il déclare avoir été informé par le notaire soussigné que la publication d'une promesse de vente au service de la publicité foncière a pour effet de la rendre opposable aux tiers que s'il s'agit d'une promesse de vente synallagmatique, la publication d'une promesse unilatérale n'a que pour effet d'informer les tiers de l'existence de la promesse sans pour autant rendre l'acte opposable. En conséquence, seule la publication d'une promesse synallagmatique s'oppose à la régularisation de la vente au profit d'un autre acquéreur.

DONT ACTE sur huit pages


Comprenant

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Paraphes

Fait et passé aux lieu(x), jour(s), mois et an ci-dessus indiqués.
Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire.



	MAIRIE DE TOULON	PERMIS DE CONSTRUIRE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE	
Demande déposée le 05/06/2023 Complétée le 15/09/2023		N° PC 083 137 23 C0077 SECTEUR EST	
Par :	FONCIERE DE PROVENCE	Surf. plancher déclarée : 171 m ² Nb de logements : 2	
Demeurant à :	306 Rue Paradis 13008 MARSEILLE 08		
Représenté par :	MONSIEUR ASSENTIO GUILLAUME		
Sur un terrain sis à :	Avenue de Besagne / Rue Félix Brun 83000 Toulon 137 CL 246, 137 CL 247, 137 CL 248, 137 CL 249, 137 CL 250, 137 CL 251, 137 CL 252, 137 CL 253, 137 CL 254, 137 CL 442	Surface du terrain : 431 m ² Zone du PLU : UA	
Nature des Travaux :	Restructuration de 11 immeubles existants avec changement de destination au RDC		
Destination :	HABITATION - BUREAUX		

LE MAIRE DE LA VILLE DE TOULON

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 27 juillet 2012, ses mises à jour et modifications successives,

Vu l'ensemble des dispositions des articles de la zone UA du règlement du Plan Local d'Urbanisme de la Commune,

Vu l'arrêté du Maire de Toulon portant délégation de signature,

Vu l'article 28 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 instituant la taxe d'aménagement,

Vu la délibération du Conseil Métropolitain n° 19/06/219 en date du 27 juin 2019 fixant le taux de la taxe d'aménagement sur son territoire,

Vu la délibération 21/11/358 du Conseil Métropolitain du 10 novembre 2021,

Vu la délibération n°21/12/391 votée lors du Conseil Métropolitain du 16 décembre dernier qui corrige une erreur matérielle de la délibération 21/11/358 du Conseil Métropolitain du 10 novembre 2021, approuvant la fixation du taux de la taxe d'aménagement à 5 % au 1er janvier 2022.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2014 créant une Aire de Mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) devenue « Site Patrimonial Remarquable » depuis la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 et approuvant les périmètres de protection modifiés (PPM) des monuments historiques situés au sein de l'AVAP, devenus périmètres dits « délimités » des abords depuis ladite loi,

Vu l'avis Favorable avec réserve de UDAP - Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Var en date du 18 décembre 2023

Vu l'avis Favorable de ESID - Etablissement du Service D'infrastructure de la Défense en date du 28 juin 2023

Vu l'avis de la métropole TPM en date du 06 juillet 2023

Vu l'avis de la DRAC en date du 21 juin 2023

ARRETE

ARTICLE 1 : Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée conformément aux plans déposés et documents ci-annexés pour une surface de plancher déclarée de 171 m².

ARTICLE 2 : Le présent permis de construire vaut autorisation de changement de destination de locaux à usage de commerce en locaux à usage de bureaux.

ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS FINANCIERES :

Le présent permis rend exigible le versement des taxes suivantes :

- Taxe d'Aménagement (TA)

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS HYGIENE

Amiante :

Faire réaliser avant travaux, un repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et transmettre le rapport de repérage à toute personne physique ou morale appelée à organiser ou effectuer des travaux ainsi qu'au Service Communal Hygiène et Santé Art. R1334-19, R1334-22, R1334-29-6 et L1422-1 du Code de la Santé Publique

Bruit :

Les chantiers ou travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation doivent respecter les conditions de réalisation des travaux, l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements fixées par les autorités compétentes, prendre les précautions appropriées pour limiter le bruit et ne pas générer un comportement anormalement bruyant Art. R1334-36 du Code de la Santé Publique

Poussières :

Les travaux de plein air s'effectuent de manière à ne pas disperser de poussière dans l'air ni porter atteinte à la santé ou causer une gêne pour le voisinage Art. 96 du RSD

Extraction de l'air des locaux :

Dans les locaux dits à pollution spécifique, l'air extrait doit être rejeté à au moins 8 mètres de toute fenêtre ou de toute prise d'air neuf sauf aménagements tel qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible Art. 63 du RSD.

ARTICLE 5 : REGLEMENTATION THERMIQUE

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que conformément aux dispositions de l'article R.462-4-1 du Code de l'Urbanisme, la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux devra être accompagnée d'un document attestant, pour chaque partie de bâtiment concerné, la prise en compte de la réglementation thermique.

ARTICLE 6 : ACCESSIBILITE HANDICAPES :

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que conformément aux dispositions de l'article R.462.3 du Code de l'Urbanisme, la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux devra être accompagnée de l'attestation de conformité prévue à l'article R. 122-30 du Code de la Construction et de l'Habitation à l'autorité qui a délivré le permis de construire.

ARTICLE 7 : REGLEMENTATION ACOUSTIQUE

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que conformément aux dispositions de l'article R 462-4-3 du code de l'urbanisme, la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux devra être accompagnée d'un document attestant pour l'opération de construction considérée de la prise en compte de la réglementation acoustique.

ARTICLE 8 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

(avis TPM 06/07/2023)

Assainissement :

- L'unité foncière relève du zonage d'assainissement collectif,
- L'unité foncière est desservie par le réseau public d'assainissement collectif.

Remarques : les travaux de raccordement au réseau de collecte des eaux usées sur domaine public seront réalisés par TPM aux frais du pétitionnaire et sur sa demande (selon art. 13 du règlement du SCA).

Collecte et gestion des déchets :

- Réserve :

Pour les logements, le local doit accueillir 8 conteneurs de 340 litres : ordures ménagères

=> 3 bacs ; papier/carton => 3 bacs ; plastique/métal => 2 bacs.

Le local OM doit avoir une superficie satisfaisante pour une bonne circulation et utilisation des 8 bacs.

- Le local poubelles devra être conforme au code de la construction et de l'habitation (article R 111-3 : « Les immeubles collectifs comportent un local clos et ventilé pour le dépôt des ordures ménagères avant leur enlèvement »).
- Il devra également respecter les obligations dictées par le Règlement Sanitaire Départemental (RSD) articles 76 ; 77 ; 79 ; 80 et 81.

Le RSD impose notamment que des locaux spécifiques soient affectés au stockage des déchets avec des conteneurs en nombre suffisant par rapport à la production de déchets des habitants de l'immeuble (elle est liée au nombre d'habitants) et l'organisation du ramassage (nombre et type de collecte).

- Il peut y avoir plusieurs locaux pour un même immeuble.

- Les locaux poubelles doivent : être clos, éclairés, ventilés, avec des portes qui ferment hermétiquement, empêcher l'accès aux insectes et rongeurs, les sols et parois doivent être imperméables et imputrescibles, munis d'un poste de lavage et siphon de sol raccordé au réseau d'assainissement, résistant au feu, totalement séparés des habitations, lieux de travail, des remisages de voitures d'enfants, à la restauration et à la vente de produits alimentaires. Un accès direct à la voie publique est conseillé ou à défaut avec un cheminement aisé jusqu'au lieu de ramassage sur la voie publique ou à proximité.

- Ces locaux poubelles doivent être facilement accessibles aux usagers et non accessibles aux personnes non autorisées (non-résidents).

DECI :

- Risque à défendre : habitation collective R+7 maxi. Besoins : 120 m³/h pendant 2 heures, distance 200 m,
- La voie d'accès est conforme aux engins de secours,
- Le projet est situé à moins de 200 m de la BI TLN 2 publique et de la BI TLN 127 publique,
- Le projet de construction est conforme à la réglementation DECI.
- Observation : le gestionnaire de réseau a validé la capacité 120 m³/h en simultanée.

Eau potable :

- L'unité foncière est desservie par le réseau public d'eau potable (sous réserves de l'adéquation au projet et des autorisations éventuelles de tiers).

Foncier :

- Aucun débord sur le domaine public n'est prévu donc aucune autorisation de surplomb n'est à délivrer.
- Le service de la voirie métropolitaine devra être consulté préalablement au commencement des travaux afin de d'assurer une synchronisation des travaux liés au projet avec les travaux de réfection envisagés sur les voies publiques ceinturant les immeubles objet du permis de construire.

Fiscalité :

- Le projet est soumis à la Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC) conformément à la délibération n°12/05/95 du 24 mai 2012, dès le raccordement au réseau de collecte, ou dans le cas d'un immeuble déjà raccordé, dès l'achèvement des travaux d'extension.

ARTICLE 9 : L'application stricte des prescriptions énoncées ci avant constituera une des clauses suspensives de la délivrance de l'attestation de non opposition à conformité.

ARTICLE 10 : INFORMATION RISQUE RETRAIT ET GONFLEMENT SOLS ARGILEUX

Le terrain objet de la demande est soumis à un risque de retrait-gonflement des sols argileux (aléa faible – [cartographie consultable sur le site www.argiles.fr](#)). Par conséquent, des dispositions constructives devront être prises pour en limiter les effets (cf. note jointe).

ARTICLE 11 : INFORMATION ECHAFAUDAGES :

Si les travaux nécessitent un échafaudage empiétant sur le domaine public, préalablement au commencement des travaux, le constructeur devra déposer une demande d'échafauder au : Service Recouvrement Taxes Droits de Places Foires et Marchés - Hôtel de Ville - Avenue de la République - CS 71407- 83056 Toulon Cedex- Tél : 04-94-36-47-44 ou par mail : odp@mairie-toulon.fr.

ARTICLE 12 : INFORMATION ISOLATION THERMIQUE

Les travaux, objet de la présente autorisation, sont susceptibles de faire partie des catégories de travaux devant s'accompagner de la mise en place d'une isolation thermique (décret 2016-711 du 30 mai 2016).

ARTICLE 13 : INFORMATION ESPÈCE PROTÉGÉE:

Votre projet est susceptible d'affecter de manière significative l'habitat d'une espèce protégée: les Martinets.

En amont des travaux de démolition, réhabilitation, ravalement de façades, réfection de toiture, et afin de ne pas porter atteinte à cette espèce, il convient de se renseigner sur l'existence de nids de martinets sur l'immeuble, soit, auprès des l'opérateur de la Ville dans le centre historique (Var Aménagement Développement; 04 94 93 62 62), soit auprès du service Environnement Urbain (04 94 36 86 33).

Si la présence de nids de martinets est confirmée, contactez la LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux) qui établira des recommandations à prendre en compte.

ARTICLE 14 : INFORMATION RELATIVE A LA PARTICIPATION A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (cf. Note d'information sur les taxes et participations jointe au présent arrêté)

Conformément à l'article L 1331-7 du code de la santé publique, le projet est soumis à la Participation à l'Assainissement Collectif créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative n° 2012-354 du 14 mars 2012. Les tarifs de cette participation sont instaurés par délibération de l'organe délibérant compétent en matière d'assainissement et révisables suivant les variations de l'indice TP10A. Ils sont assis sur la surface de plancher telle que définie à l'article R 111-22 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 15 : Le Directeur Général des Services de la Mairie de TOULON est chargé de la notification et de l'exécution du présent arrêté.

Toulon, le 2 JAN. 2024

Madame Josée MASSI
Maire de Toulon



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du code général des collectivités territoriales le : 5 JAN. 2024

Date d'affichage du dépôt en Mairie : 05/06/2023

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

-CARACTERE EXECUTOIRE D'UNE AUTORISATION : Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- dans le cadre d'une coupe et abattage d'arbres vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

-COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE: les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est acquise et exécutoire. Copie de la présente lettre doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé, la hauteur de la construction par rapport au sol naturel ainsi que le nom de l'architecte auteur du projet architectural si le dossier a été déposé par un architecte (article L 650-3 du code du patrimoine). Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

-DUREE DE VALIDITE : Une autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la date à laquelle une autorisation de permis ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenues. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande.

présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger.

Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

-DROITS DES TIERS : Une autorisation est acquise **sans préjudice du droit des tiers** (*notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

-OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

-DELAIS ET VOIES DE RECOURS: Si vous entendez contester la présente décision vous pourrez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de sa notification. Vous pourrez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (*L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite*).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



Toulon,

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

***DGA Développement durable et valorisation
du territoire***

Mme. Christine MORICE

***Direction de la planification territoriale et
projet urbain***

Mme. Aurélie MEYER

Affaire suivie par :
GUIBERT Christelle
avisads@metropoletpm.fr
04.94.93.82.00

N/Réf : JPG/VP/CM/AM/ED N°2023-2661

OBJET : PC N°083 137 23 C0077

Demande d'avis

AVIS SUR AUTORISATION D'URBANISME

• Numéro de dossier	: PC N°083 137 23 C0077
• Nom du Pétitionnaire	: SAS FONCIERE DE PROVENCE
• Adresse des travaux	: 13 Avenue de Besagne 83000 Toulon
• Déposé en Mairie le	: 05/06/2023
• Transmis à TPM le	: 06/06/2023
• Objet de la demande	: Réalisation de 28 logements et 2 locaux tertiaires en RDC par la restructuration et surélévation de 11 immeubles existants avec changement de destination du RDC

Dans le cadre de cette consultation, la Métropole Toulon Provence Méditerranée émet les observations suivantes :

Assainissement :

- L'unité foncière relève du zonage d'assainissement collectif,
- L'unité foncière est desservie par le réseau public d'assainissement collectif.

Remarques : les travaux de raccordement au réseau de collecte des eaux usées sur domaine public seront réalisés par TPVI aux frais du pétitionnaire et sur sa demande (selon art. 13 du règlement du SCA).

Collecte et gestion des déchets :

- Réserve :

- Pour les logements, le local doit accueillir 8 conteneurs de 340 litres : ordures ménagères => 3 bacs ; papier/carton => 3 bacs ; plastique/métal => 2 bacs.

Le local OM doit avoir une superficie satisfaisante pour une bonne circulation et utilisation des 8 bacs.

Pour les locaux commerciaux, chacun doit avoir son propre local sur sa partie privative, adapté à sa production de déchets et de son activité, en fonction des fréquences de collecte prévues.

- Le local poubelles devra être conforme au code de la construction et de l'habitation (article R 111-3 : « Les immeubles collectifs comportent un local clos et ventilé pour le dépôt des ordures ménagères avant leur enlèvement »).

- Il devra également respecter les obligations dictées par le Règlement Sanitaire Départemental (RSD) articles 76 ; 77 ; 79 ; 80 et 81.

Le RSD impose notamment que des locaux spécifiques soient affectés au stockage des déchets avec des conteneurs en nombre suffisant par rapport à la production de déchets des habitants de l'immeuble (elle est liée au nombre d'habitants) et l'organisation du ramassage (nombre et type de collecte).

- Il peut y avoir plusieurs locaux pour un même immeuble.

- Les locaux poubelles doivent : être clos, éclairés, ventilés, avec des portes qui ferment hermétiquement, empêcher l'accès aux insectes et rongeurs, les sols et parois doivent être imperméables et imputrescibles, munis d'un poste de lavage et siphon de sol raccordé au réseau d'assainissement, résistant au feu, totalement séparés des habitations, lieux de travail, des remisages de voitures d'enfants, à la restauration et à la vente de produits alimentaires. Un accès direct à la voie publique est conseillé ou à défaut avec un cheminement aisé jusqu'au lieu de ramassage sur la voie publique ou à proximité.

- Ces locaux poubelles doivent être facilement accessibles aux usagers et non accessibles aux personnes non autorisées (non-résidents).

DECI :

- Le projet consiste en la restructuration de 11 immeubles existants en centre-ville de 1715 m² de surface de plancher d'habitation et 210 m² de bureaux, en R+5

- Risque à défendre : habitation collective R+7 maxi. Besoins : 120 m³/h pendant 2 heures, distance 200 m,

- La voie d'accès est conforme aux engins de secours,

- Le projet est situé à moins de 200 m de la BI TLN 2 publique et de la BI TLN 127 publique,

- Le projet de construction est conforme à la réglementation DECI.

- Observation : le gestionnaire de réseau a validé la capacité 120 m³/h en simultanée.

Eau potable :

- L'unité foncière est desservie par le réseau public d'eau potable (sous réserves de l'adéquation au projet et des autorisations éventuelles de tiers).

Foncier :

- Aucun débord sur le domaine public n'est prévu donc aucune autorisation de surplomb n'est à délivrer.

- Le service de la voirie métropolitaine devra être consulté préalablement au commencement des travaux afin de d'assurer une synchronisation des travaux liés au projet avec les travaux de réfection envisagés sur les voies publiques ceinturant les immeubles objet du permis de construire.

Fiscalité :

- Le projet est soumis à la Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC) conformément à la délibération n°12/05/95 du 24 mai 2012, dès le raccordement au réseau de collecte, ou dans le cas d'un immeuble déjà raccordé, dès l'achèvement des travaux d'extension.

Le 06/07/2023

Document signé électroniquement
Aurélien MEYER





**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

26 JUIN 2023					C1
					C2
					C3
					BM
LF	LFP	LFT	I	CP	

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Mairie de Toulon
Direction du Développement Urbain
Service des Droits des Sols
Avenue de la République
83056 TOULON CEDEX

Service régional de l'archéologie

N° 2972

Affaire suivie par :
Corinne LANDURE
Tél. : 04 42 99 10 13
corinne.landure@culture.gouv.fr

Aix-en-Provence, le 21/06/2023

Réf SRA: CL /42388

Objet : 83 - TOULON - 13 Avenue de Besagne - PC 83137 23C0077

Je vous informe que je n'édicterai, sur le projet cité en objet, aucune prescription archéologique en application de la réglementation relative à l'archéologie préventive (livre V du Code du patrimoine).

Je vous rappelle toutefois qu'en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques vous avez l'obligation d'en faire la déclaration immédiate auprès du maire de la commune concernée conformément à l'article L.531-14 du code du patrimoine, et je vous remercie d'en informer mes services.

Pour la Directrice régionale des affaires culturelles
et par subdélégation
Le Conservateur régional de l'archéologie

Xavier DELESTRE
Pour le Conservateur Régional de l'Archéologie
et par autorisation

David LAVERGNE

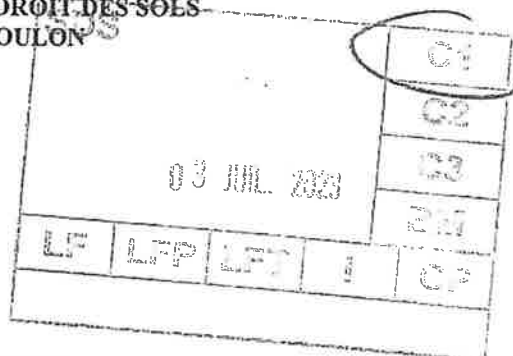
COMMUNE DE TOULON

13 6 JUIN 2023

REPONSE A ADRESSER A

Mairie de TOULON

Hôtel de Ville
Service DROIT DES SOLS
83000 TOULON



OBJET : Avis sollicité sur demande de Permis de construire

Dossier suivi par : MACIGNO Aurélie
04-94-36-33-49

P.J. en communication : 1 exemplaire du dossier

Demande de : FONCIERE DE PROVENCE

Dossier n° : PC 083 137 23 C0077 (SECTEUR EST)

Déposé le : 05/06/2023

Autorité compétente : Maire au nom de la commune

PLU : UA

Référence cadastrale : 137 CL 246, 137 CL 247, 137 CL 248, 137 CL 249, 137 CL 250, 137 CL 251, 137 CL 252, 137 CL 253, 137 CL 254, 137 CL 442

Adresse du terrain :
13 Avenue de Besagne

Le respect de la réglementation en vigueur, notamment en matière de délai de réponse ou de décision de l'administration, me conduit à attirer votre attention sur le fait qu'en l'absence de réponse motivée sous **0 mois**, votre service est réputé émettre un avis favorable sur la dite demande.

Il conviendra cependant, même dans cette éventualité, de me faire retour de l'exemplaire du dossier communiqué, dans les meilleurs délais.

REFERENCES :

P.J. EN RETOUR :

L'exemplaire du dossier communiqué.

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	
<i>SGA</i>	SID
Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense	
Direction des opérations - Division gestion et maintenance du patrimoine - Bureau administration domaine	
BCRM - BP 71 - 83800 TOULON Cedex 9	
N° <i>115</i>	SID/ESID-TLN/DO/GMP/BAD
SERVITUDE : RADIO	
AVIS FAVORABLE Pour l'ingénieur général de 2 ^{ème} classe Antoine MANICACCI par ordre, l'ingénieur en chef de 1 ^{ère} classe Jean-Pierre RAOUL Chef de la division gestion et maintenance du patrimoine	
28 JUN 2023	
Toulon DESTINATAIRE : Commune de TOULON. COPIES : DOM (1)	

TOULON le 13/06/2023
Pour le Maire de Toulon
Ancien Ministre

ESID - Etablissement du Service
D'infrastructure de la Défense
BCRM TOULON
BP 71
83800 TOULON CEDEX 9



MINISTÈRE DE LA CULTURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Var

Dossier suivi par : POULY Daniel

Objet : Plat'AU - PERMIS DE CONSTRUIRE

Numéro : PC 083137 23 C0077 U8304

Adresse du projet : 13 Avenue de Besagne 83000 TOULON

Déposé en mairie le : 05/06/2023

Reçu au service le : 13/12/2023

Nature des travaux:

Demandeur :

FONCIERE DE PROVENCE FONCIERE
DE PROVENCE

306 Rue Paradis

13008 MARSEILLE 08

France

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable listé en annexe. Les articles L.632-1 et L.632-2 du Code du patrimoine sont applicables.

Après examen de ce projet, l'Architecte des Bâtiments de France donne son accord. Par ailleurs, ce projet appelle des recommandations ou des observations :

Ce projet a fait l'objet de plusieurs échanges avec l'UDAP: cette dernière proposition de réhabilitation correspond aux attentes du service, et respecte la réglementation de l'AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine), de Toulon.

Fait à Toulon

Signé électroniquement
par Sandra JOIGNEAU
Le 18/12/2023 à 11:41

**L'Architecte des Bâtiments de France
Madame Sandra JOIGNEAU**

En cas de désaccord avec l'Architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur, 23 boulevard du Roi René, 13100 Aix-en-Provence) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'Architecte des Bâtiments de France

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Var - 449 avenue de la Mitre, 83000 Toulon

04 94 31 59 95 - udap.var@culture.gouv.fr

en application des articles L.462-2 et R.462-7 du Code de l'urbanisme.

ANNEXE :

SPR de Toulon : Périmètre global du SPR

